

Un film librement inspiré des attentats terroristes du 16 mai 2003 à Casablanca.

LES FILMS DU NOUVEAU MONDE
PRÉSENTENT



SÉLECTION OFFICIELLE
UN CERTAIN REGARD
FESTIVAL DE CANNES

GRAND PRIX
FESTIVAL DE BASTIA

GRAND PRIX
FESTIVAL DU CINÉMA MÉDITERRANÉEN DE
BRUXELLES

PRIX DE LA CRITIQUE
INTERNATIONALE DE CARTHAGE

PRIX DU JEUNE PUBLIC
CINEMED

PRIX SPÉCIAL DU JURY
PRIX DU JURY JUNIOR
FESTIVAL DE NAMUR

GRAND PRIX
FESTIVAL DE VALLADOLID

LES CHEVAUX DE DIEU

UN FILM DE NABIL AYOUGH

On ne naît pas martyr.

STONE
ANGELS

L'HISTOIRE

Yachine, 10 ans, et Hamid, petit caïd de 13 ans, vivent dans le bidonville de Sidi Moumen à Casablanca. Leur mère dirige comme elle peut toute la famille. Adolescent, Hamid va se retrouver en prison, Yachine enchaîne alors les petits boulots pour sortir de ce marasme où règnent violence, misère et drogue.

À sa sortie de prison, Hamid a changé. Devenu islamiste radical pendant son incarcération, il persuade Yachine et ses amis de rejoindre leurs «frères».

L'imam entame alors avec eux une longue préparation physique et mentale. Un jour, il leur annonce qu'ils ont été choisis pour devenir des martyrs.

AU CINÉMA LE 20 FÉVRIER

www.leschevauxdedieu-lefilm.fr

LES OUBLIÉS DE TOUS

Longtemps le Maroc s'est cru à l'abri de l'islamisme radical. Longtemps on a pensé que l'islam tel qu'il s'y exerce, dans sa version populaire aussi bien qu'institutionnelle, était un rempart contre ce même islamisme qui a ensanglanté l'Algérie des années 1990. Pour ses sectateurs, il fallait rendre son âme musulmane et donc sa véritable identité à une société algérienne qui l'avait perdue, suite aux 132 années d'occupation française. Certes, le Maroc n'a pas vécu la colonisation sur la même durée, selon la même forme et avec la même violence que son voisin. Il est vrai aussi qu'il a conservé des structures sociales et religieuses fortes. Pourtant, il n'a pas non plus échappé aux attaques terroristes de groupes islamistes radicaux.

Ainsi, dans la soirée du 16 mai 2003, une série d'attentats meurtriers sont perpétrés à Casablanca par des jeunes kamikazes, en différents lieux de la capitale économique marocaine, faisant 41 morts et une centaine de blessés. Ces attentats d'une ampleur jusque-là inédite dans le royaume, sont alors tombés comme un brutal coup de semonce sur le pays dans son entier. C'est à partir de cet événement et inspiré par un roman tiré de cette tragédie* que le cinéaste marocain Nabil Ayouch a conçu son dernier long métrage : LES CHEVAUX DE DIEU.

Dans le film, les «Chevaux de Dieu» sont incarnés par quatre jeunes gens – Yachine, Hamid et deux de leurs amis – choisis par l'imâm Zubeïr pour accomplir le jihâd dans la voie d'Allah. Mais qui sont ces heureux élus ? Des laissés-pour-compte vivant dans un immense bidonville de la périphérie de Casablanca, Sidi Moumen. Ils n'en sont jamais sortis, sinon pour se préparer à commettre l'irréparable en se faisant exploser.

L'imâm Zubeïr et les «frères» de la communauté jihâdiste, installés dans le bidonville, ne leur font-ils pas miroiter l'espérance d'une vie future meilleure que celle qu'ils mènent dans leur enfer ? Ne leur promettent-ils pas un éternel paradis pour prix de leur engagement, corps et âme, au service de Dieu, contre les mécréants, les prédateurs du peuple et les ennemis de l'islam ? Cette vie céleste, ils en ont un avant-goût dans un coin de campagne paradi-



siaque, lors de la mise en condition qui précède la date fatidique du 16 mai. En outre, l'imâm Zubeïr possède l'art de leur parler dans la langue arabe classique, celle du Coran qui exerce sur eux – analphabètes ne connaissant que le dialecte graveleux de la rue – un pouvoir quasi incantatoire par le contenu et la rhétorique qu'elle véhicule.

Yachine et les autres, en proie au doute, sont d'abord réticents. Mais ils finissent par céder sous la pression d'un conditionnement intellectuel et physique soigneusement programmé par les «frères». Ceux-ci parviennent d'autant plus facilement à leurs fins qu'ils s'emploient à créer du lien, en apportant à ces garçons et à leurs familles l'entraide morale et matérielle qui leur fait défaut depuis des années.

Au début du film, Yachine et sa bande ne sont encore que des gamins, tantôt rieurs, tantôt graves. Leur vie d'enfants pauvres se passe en matchs de foot furieusement animés qu'ils disputent contre leurs adversaires du bidonville d'en face. Sur le stade – un terrain vague sordide – on règle ses comptes à coups de chaînes de vélo, de pierres et de bordées d'injures particulièrement crues. Non loin de là, dans la décharge publique, les plus débrouillards, tel Hamid, font commerce des objets récupérés en exploitant les plus jeunes qui fouillent dans les tas d'immondices. Ayant acquis de la notoriété, certains travaillent pour leurs aînés, lesquels se livrent à un trafic local de drogue. Plus tard, Yachine** et ses copains, devenus adultes, cherchent à oublier leur condition à l'occasion de petites soirées où ils fument, boivent et échangent leurs rêves. Que peuvent-ils espérer sinon de bricoler avec la vie, privés qu'ils sont de tous les droits, même de celui d'aimer ? Ainsi, Yachine doit-il se contenter de quelques regards furtifs vers la jeune Ghizlane qui fait vibrer son cœur, et se consoler en entendant son ami lui assurer : «Au paradis, il y aura mille Ghizlane».

À Sidi Moumen, en dehors de l'unique café suintant la misère, le mauvais café, l'alcool et le hachich, rien de ce qui peut structurer la vie sociale n'a de présence tangible : des familles décomposées où manque la figure du père ; pas d'école ; des petits boulots précaires ; une police qui rackette et réprime... Comme si la violence seule faisait lien social : violence des gestes, des regards, des mots.

À l'instar des personnages de Luis Buñuel dans LOS OLVIDADOS, ceux de Nabil Ayouch sont aussi des oubliés. Oubliés de tous, sauf de ces barbus qui, en faisant d'eux des «Chevaux de Dieu», leur donnent pour unique raison de vivre la gloire de mourir en martyrs. Par moments, l'œil de la caméra survole le bidonville : ces vues du ciel seraient-elles comme le regard de Dieu ? Mais de quel Dieu, s'il exige de tels chevaux pour triompher ?

* Les Étoiles de Sidi Moumen de Mahi Binebine, éd. Flammarion, Paris 2010.

** Il s'identifie à son idole Lev Yachine, gardien de but légendaire à l'époque soviétique, dont il porte la photo sur lui.

Ruth Grosrichard, agrégée de langue et civilisation arabes, est professeur à Sciences Po Paris. Elle collabore régulièrement à des périodiques marocains, ainsi qu'au Huffington Post France, sur des sujets politiques, culturels et sociaux liés au monde arabe.

À lire également, le dossier sur l'islam et l'islamisme au Maroc par Ruth Grosrichard sur www.leschevauxdedieu-lefilm.fr

ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR NABIL AYOUC

Quelle est l'origine de votre film **LES CHEVAUX DE DIEU** d'après le récit de ces jeunes marocains qui ont commis des attentats kamikazes en 2003 ?

D'abord, cela vient d'une histoire personnelle que j'entretiens avec le bidonville de Sidi Moumen, quartier d'où sont issus les jeunes kamikazes qui ont commis les attentats de Casablanca en 2003. J'avais tourné dans ce quartier quelques séquences d'un précédent film en 1999, ALI ZAOUA. C'est un lieu que j'avais donc beaucoup arpenté, les habitants de ce quartier étaient dans mon souvenir très pacifistes, très ouverts. Alors, lorsque les attentats de 2003 ont eu lieu, je n'ai pas compris. Quatorze jeunes de Sidi Moumen se sont faits sauter. On se dit : «Non, ce n'est pas possible!». Ça a été un traumatisme énorme au Maroc, parce qu'on pensait que ces actes seraient l'œuvre de terroristes surentraînés, venus d'Afghanistan ou d'Irak, et pas de gamins des bidonvilles dont ils n'étaient jusqu'alors jamais sortis. Il m'a fallu du temps pour digérer tout ça et revenir dans ce quartier, essayer de comprendre.

Le contexte politique du Maroc était très prégnant autour de vous et vous avez choisi pourtant de traiter cette histoire réelle par le biais de l'intime, pourquoi ?

Pour de multiples raisons dont celle d'un souci d'imprégnation immédiate des spectateurs avec les personnages du film. Les personnages principaux, ces kamikazes, sont des enfants qui ne sont pas les seuls responsables de leurs actes, ils en sont victimes, je voulais le faire comprendre. Il me fallait ainsi démarrer le film comme une chronique et non pas aller immédiatement vers une fresque historique distanciée. Les petites histoires de ces jeunes vont forger leur destin et leur faire rencontrer la grande Histoire, celle de la géopolitique nationale et mondiale.

Quels sont les points clés sur lesquels vous vous êtes appuyé pour développer votre histoire ?

Le non accès à l'éducation de ces jeunes, l'éclatement de la structure familiale qui font qu'il n'y a plus de repères. Il y a aussi l'unité de lieu, très spécifique à cette histoire, puisque ces jeunes n'étaient jamais sortis de leur bidonville. Il y a un véritable enfermement même si cela n'a pas que des inconvénients. En effet ces bidonvilles sont des structures horizontales où l'on communique avec plus de fluidité qu'au sein des structures verticales

que sont les barres d'immeubles. Mais la limite de cette vie de quartier en vase clos, c'est finalement la sclérose. Par ailleurs, dans ces niches que sont les bidonvilles, il y a des microsystemes qui naissent efficacement (par exemple l'islamisme wahabite issu de l'Arabie Saoudite dans les années 90 au Maroc). Il est très difficile pour un jeune qui n'a jamais rien vu d'autre que la vie dans son quartier de ne pas être imprégné et parfois même convaincu que ces microsystemes nouveaux, en l'occurrence l'islamisme radical, sont leur seul avenir.

Avez-vous par ailleurs choisi de romancer, d'extrapoler les histoires de ces kamikazes ou êtes-vous resté fidèle à ce que furent leurs vies réelles au sein de ce contexte géographique et social ?

J'ai choisi de m'éloigner de la réalité des vies de ces jeunes kamikazes, de ne pas en faire des biographies, pour m'emparer de mon sujet et l'extrapoler. Tout en me basant par ailleurs sur un travail de discussions avec des chercheurs, des sociologues et de lectures de leurs recherches sur le sujet. La façon dont les islamistes se sont emparés de la notion de solidarité. Comment ils opèrent pour embrigader ces jeunes en mal de figure paternelle. Je voulais restituer ainsi la façon dont l'Islam politique étend son emprise sur ces bidonvilles.

Quels ont été vos partis pris de réalisation pour incarner tout cela ?

Comment concilier le soleil et la jeunesse avec le désespoir et la mort ? Je voulais que l'on commence par une partie très chaude, très colorée, celle de la vie quotidienne et que plus on avance dans le film, vers la mort, plus ces couleurs se ternissent.

Je voulais rester dans quelque chose de sobre et de non démonstratif. Et en même temps, je voulais que la caméra ne quitte pas l'épaule du cadreur pendant les deux tiers du film, avant la partie consacrée à l'embrigadement. Un dernier parti pris, celui de la musique. Je voulais tout sauf une musique «couleur locale». Je voulais une musique presque inaudible, non identifiable. Il y a tellement de sons en tout genre qui sortent de partout dans le film que je voulais que la musique apporte une autre forme d'émotion, pour offrir un niveau de lecture supplémentaire, donner à réfléchir sur tout cela.

Retrouvez l'entretien intégral de Nabil Ayouch dans le dossier de presse du film : www.leschevauxdedieu-lefilm.fr



VERS UN MONDE DE BIDONVILLES ?

L'action se passe dans le bidonville¹ de Sidi Moumen, aux portes de Casablanca. Elle pourrait tout aussi bien se dérouler au Cap ou à Bombay, dans les favelas de Rio de Janeiro ou même dans les camps palestiniens de Beyrouth. Pendant misérable et précaire de l'urbanisation planétaire croissante et triomphante, le «bidonville global» représenterait selon le sociologue américain Mike Davis le modèle d'avenir de l'habitat dans le monde². Selon l'ONU, près d'un milliard d'êtres humains, soit un urbain sur trois, vit dans des sites informels, non conformes aux normes, surpeuplés et insalubres³. La «planète bidonville»⁴ en compte plus de 200 000, principalement dans des villes du monde en développement : en Asie du Sud et du Sud Est (à Bombay, Calcutta, Jakarta mais aussi à Manille), en Amérique latine et en Afrique (sub-saharienne notamment où leur taux annuel de croissance, 5%, est le plus élevé du monde). Les populations s'y entassent, que ce soit à Kibera au sud de Nairobi, à Tondo à Manille ou encore à Phnom Penh où, faute de place, ces habitations se développent sur le toit des immeubles. Le plus grand bidonville de la planète, celui de Dharavi à Bombay, popularisé par le film de Danny Boyle *SLUMDOG MILLIONNAIRE*, abrite près de 800 000 personnes. Dans les pays les moins développés, la majorité de la population urbaine vit en bidonvilles : 61% au Bangladesh, 80% au Mozambique et même 95% en République centrafricaine⁵.

Les habitants de Sidi Moumen partagent avec leurs homologues africains, asiatiques ou latino-américains, les mêmes problèmes de santé, d'alimentation, d'accès à l'eau et d'éducation. Les enfants vivent dans la rue et sont confrontés à la violence : prostitution, alcool, trafic et consommation de drogue, mendicité, abus sexuels et insécurité composent leur quotidien. Rejetés à la périphérie des agglomérations, toujours plus loin du centre-ville, les bidonvilles contemporains se développent dans des zones dangereuses, sur des sites inconstructibles, instables et pollués, facilement en proie aux inondations et aux incendies. L'État y est absent : il tolère ces espaces en les ignorant, tout en y interdisant toute action qui pourrait améliorer les conditions de vie, et par conséquent pérenniser les lieux. À l'intérieur, les forces de l'ordre, souvent corrompues et répressives, incarnent la seule forme d'expression de la puissance publique. À l'extérieur, la mauvaise réputation précède ses habitants ; elle entraîne discrimination et chômage massif, chez les jeunes notamment, cruellement touchés par le manque d'éducation. L'ignorance étant le terreau fertile de la violence, il leur est d'autant plus aisé de basculer dans le crime et la terreur quand, en l'absence d'espoir, il n'y a plus rien à perdre. Les plus faibles, les accidentés de la vie, ceux qui n'ont plus de référents et qui échappent à l'autorité deviennent alors les cibles privilégiées des narco-trafiquants de Rio, des islamistes de Casablanca ou des groupes armés djihadistes des camps de réfugiés palestiniens, qui les recrutent et les embrigadent.

En effet, là où il y a de l'abandon, de la souffrance et de l'humiliation, ces organisations prospèrent, telle la mafia. En hiérarchisant l'espace du bidonville, en palliant les carences de l'État et en encadrant la misère, elles aliènent ceux qu'elles prétendent aider en leur offrant une famille de substitution ; elles disposent sur eux d'un droit de vie ou de mort, et font basculer leurs destins en les transformant en tueurs à gage ou en bombes humaines.

Suite aux attentats de 2003 à Casablanca, le gouvernement marocain a lancé un ambitieux programme de réhabilitation (Les Villes sans Bidonville). Malgré les difficultés et les blocages, les retards et les nouveaux clientélismes que le recasement, le relogement ou la restructuration entraînent, le Maroc est



aujourd'hui un modèle dans la lutte contre l'habitat insalubre : selon l'ONU, «seuls» 13,1% de la population urbaine vivent en bidonvilles⁶. Ailleurs, les évolutions restent soumises aux aléas extérieurs, qu'il s'agisse de l'approche de la Coupe du Monde de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016 qui entraînent la restructuration et la pacifications des favelas ou bien des exigences du marché immobilier qui suppose la rénovation et la transformation en un quartier résidentiel de Dharavi, situé sur un terrain qui vaut de l'or, au cœur de Bombay.

Les habitants des bidonvilles de la planète, dans leur grande majorité des hommes et des femmes ordinaires sans lien avec les organisations criminelles, représentent une ressource dynamique et une main d'œuvre bon marché pour les villes : fort heureusement, tous les cariocas ne sont pas trafiquants de drogue, tous les habitants des townships du Cap ne sont pas délinquants, et tous ceux de Sidi Moumen ne sont pas kamikazes. Malgré la violence et la promiscuité, la gamme des sentiments humains s'y développe, qu'il s'agisse de l'amour, de la haine, de l'amitié, des rivalités au sein d'une fratrie ou encore de la jalousie. Chacun, d'une manière ou d'une autre, tout en rêvant de s'en extraire, s'attache à cet espace qui structure les relations sociales et crée de la solidarité, sans être forcément criminogène.

Alors que les dirigeants du monde se sont engagés à améliorer les conditions de vie de plus de 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2020⁷, le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles devrait doubler au cours des trente prochaines années, passant à deux milliards. C'est précisément là que les gouvernants de la planète devront engager leurs efforts pour recréer du lien social : coupés du tissu urbain, sans contact avec les institutions, la plupart des jeunes kamikazes de Sidi Moumen n'avaient jamais mis les pieds en centre-ville...

Bernard El Ghoul, Docteur en sciences politiques, Directeur du Campus Moyen Orient Méditerranée de Sciences Po Paris

1. Le terme est né dans les années 1950 pour désigner les «maisons en bidon» de Casablanca

2. Mike Davis, *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte, Paris, 2006

3. *State of the World Cities 2006-2007*, ONU-Habitat

4. Terme de Mike Davis

5. *State of the World Cities 2012-2013*, ONU-Habitat

6. *Idem*

7. Selon les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), adoptés en 2000 par l'ONU

Découvrez l'entretien avec Rachid Jalil, kamikaze rescapé de l'attentat du 16 mai 2003, dans le dossier de presse du film : www.leschevauxdedieu-lefilm.fr

L'ISLAM ET L'ISLAMISME AU MAROC

PAR RUTH GROS-RICHARD

Agrégée de langue et civilisation arabes, professeur à Sciences Po Paris

Au-delà de la Constitution marocaine, qui stipule, dans son article 3, que «l'islam est la religion de l'État, qui garantit à tous le libre exercice du culte», les Marocains, dans leur immense majorité, sont des musulmans convaincus. Sunnites de rite malékite, comme la plupart des Maghrébins, ils ont pour référence suprême le Coran et la *Sunna* (tradition) du Prophète Mohammed consignée dans le *hadith* (recueils des faits et dits du Prophète).

Ici, point de clergé régulier : aux termes mêmes de la Constitution, seul le roi, «Commandeur des croyants» (*Amir el mouninine*), «veille au respect de l'islam». Outre cette légitimité religieuse de droit, la dynastie actuelle (les Alaouites) s'autorise d'une légitimité historique : les souverains alaouites sont des *chorfa*, c'est-à-dire des descendants du Prophète (à la 36^{ème} génération pour l'actuel monarque Mohammed VI).

Depuis la fin des années 1970, les pays musulmans ont été traversés, à des degrés variés, par la «vague islamiste» plus ou moins radicale. Le Maroc n'y a pas échappé, alors qu'il a été souvent convenu d'affirmer que l'islam tel qu'il s'y pratique, dans sa version populaire aussi bien qu'officielle, est un «rempart contre l'islamisme». Une telle assertion est-elle fondée ?

UNE RELIGION VÉCUE AU QUOTIDIEN

«Il n'y a de Dieu qu'Allah, et Mohammed est son messager» : cette affirmation de l'unicité de Dieu, contenue dans la *chahâda* (profession de foi en islam), soutient chaque geste de la vie quotidienne ; toute chose se fait au nom d'Allah, toute louange ou adoration ne peut être adressée qu'à Allah seul.

Mais si Dieu est unique, la manière de le servir est plurielle : islam populaire, islam orthodoxe, islam mystique, rituels pré-monothéistes et magie coexistent au Maroc. Les pratiques liées à la vertu prophylactique des talismans ou aux effets thérapeutiques des grottes par exemple, le culte des saints et la ferveur pour l'islam forment, sans s'exclure les uns les autres, le vécu religieux du peuple marocain et n'altèrent en rien l'authenticité de sa foi dans la religion révélée.

Cet islam populaire s'exprime tout particulièrement à l'occasion des *moussems*. Ces célébrations annuelles en l'honneur de saints locaux, qui sont des moments très forts de la vie religieuse et sociale, ne sont pas du goût de tous : tolérées par le régime marocain comme un facteur d'équilibre, voire encouragées par lui comme antidote à l'islamisme, elles sont, en revanche, réprouvées par les rigoristes, qui les perçoivent comme une déviation blâmable.¹

Au-delà de ces différentes expressions, on assiste au Maroc à une «revivification» de la pratique religieuse dans toutes les catégories sociales et à tous les âges de la population. C'est ce que montre, preuves

à l'appui, l'enquête réalisée par trois chercheurs marocains, Mohammed El Ayadi, Hassan Rachik et Mohamed Tozy dans *L'Islam au quotidien* (Ed. Prologues, Casablanca 2008). Pourtant, ce «retour du religieux» n'est pas incompatible avec des pratiques sécularisées telles que le recours au droit positif ; la progression du nombre de femmes sur le marché du travail ; la consommation d'alcool dont divers indicateurs révèlent qu'elle est en augmentation dans la population locale ; ou encore le crédit bancaire à intérêt. Celui-ci est aujourd'hui non seulement admis et pratiqué (seuls 32,6% des Marocains interrogés n'y recourent pas pour motif religieux) mais il est très activement promu à travers la publicité d'équipements divers et jusque pour l'achat du mouton de l'Aïd el Kébir... Les mêmes auteurs soulignent que dans les pays dont l'islam est la religion, l'existence de mouvements islamistes est la preuve même de la sécularisation de la société. Ne peut-on ajouter que le regain de religiosité constaté dans la société marocaine – comme ailleurs dans le monde – témoigne lui aussi d'une sécularisation en marche, sur laquelle – par les effets conjugués d'une modernité et d'une mondialisation qui le dépassent – l'individu n'a aucune maîtrise et face à laquelle il a besoin de se rassurer en revenant à Dieu ?

L'ISLAM OFFICIEL

Comme son père, Hassan II, l'avait fait avant lui, le roi Mohammed VI, dès son accession au trône, le 23 juillet 1999, a affirmé son rôle de Commandeur des croyants : sa première sortie officielle, en tenue traditionnelle d'apparat, a été réservée à la prière du vendredi ; de même, ses premiers discours à la nation l'ont posé comme le chef religieux d'un État dont la devise est «Dieu, la patrie, le roi».

C'est une constante au Maroc : les différentes dynasties chérifiennes (qui descendent du Prophète) ont toujours veillé à conserver leurs prérogatives religieuses, à la fois pour guider et gouverner, surveiller et punir. Dans l'histoire récente, la monarchie marocaine – contrairement à d'autres États de tradition musulmane (entre autres l'Algérie et surtout la Tunisie concernant le Maghreb) qui, au lendemain des indépendances, ont pris une certaine distance par rapport à la religion en menant des politiques «laïcisantes» – a utilisé son pouvoir spirituel comme instrument de contrôle des champs religieux et politique. Elle s'est attachée notamment à maintenir les *habous* (disposition du droit musulman réglant le statut des biens de mainmorte), à soutenir l'enseignement originel, à créer des départements d'études islamiques dans les universités, à développer l'éducation religieuse dans les programmes scolaires, à organiser le corps des *ouléma* (docteurs de la loi islamique), à former les *imâms*, à contrôler la construction des mosquées et leur fermeture entre les heures de prière. Au sein des pays musulmans, le roi du Maroc jouit d'une reconnaissance internationale comme figure charismatique : suivant les pas de son père,

¹ Voir ce qui s'est passé au Mali en 2012 avec les groupes armés islamistes d'Ansar Eddine, qui se sont livrés à la destruction systématique des marabouts, symboles par excellence de l'islam populaire qu'ils condamnent et entendent éradiquer.

Mohammed VI assure la présidence du comité *Al Qouds*, chargé de faire valoir et de défendre les droits des musulmans sur la ville de Jérusalem. Dans un pays où la culture religieuse est très prégnante et où le pouvoir politique tient en main les affaires du ciel, quelle est la place de l'islamisme et quel visage prend-il ?

L'ISLAMISME

L'importance de la religion au Maroc tout comme le contrôle exercé par l'État dans ce domaine n'empêchent pas le phénomène islamiste d'exister. Ici, comme ailleurs, il se nourrit de la misère des laissés-pour-compte de la société, mais aussi de la frustration des classes moyennes pieuses, de plus en plus réceptives aux valeurs démocratiques et à celles des droits de l'homme. Il n'a pourtant pas pris la même forme qu'en Algérie des années 1990 par exemple, où il s'est cru fondé à «réislamiser» une société qui aurait perdu son âme musulmane, son identité : le Maroc n'a pas vécu la colonisation et la décolonisation avec la même violence que son voisin et a conservé des structures sociales et religieuses fortes. Dans ce contexte, l'islamisme marocain s'est présenté comme une force de contestation des inégalités sociales, de solidarité avec les plus démunis, de préservation des valeurs morales et spirituelles de l'islam. Cependant, depuis la disparition de Hassan II, d'autres positions plus radicales se font jour dans les rangs islamistes : critique du titre et de la fonction de «Commandeur des croyants» attribués au souverain notamment ; attentats terroristes meurtriers (voir la chronologie de ces attentats).

L'islamisme au Maroc, comme ailleurs, est sans doute une nébuleuse dont toutes les composantes – pour certaines d'entre elles souterraines – ne sont peut-être pas clairement identifiées. On y distingue néanmoins deux mouvements principaux visibles : «Justice et Développement» et «Justice et Bienfaisance», qui ont à terme, théoriquement, le même objectif : l'instauration d'un État islamique. Le premier dirige le gouvernement actuel depuis 2011 suite à des élections qui lui ont donné la majorité ; quant au second, il n'est pas reconnu officiellement mais toléré.

Face à cette mouvance, la monarchie marocaine a varié dans son attitude : **Au cours des années 1970**, pour contrecarrer l'opposition de gauche et d'extrême gauche alors prépondérante, elle a laissé se développer des groupes islamistes. Au début des années 1980, au plus fort de la révolution iranienne, le pouvoir change de stratégie : il réprime et surveille le champ religieux.

À la fin des années 1990, l'entrée au parlement des islamistes, qui avaient donné au régime des gages de loyauté traduit une évolution dans la position du Palais.

Aux élections de septembre 2007 (taux de participation extrêmement faible : 37%), les islamistes de «Justice et Développement», donnés favoris des enquêtes d'opinion, arrivent en deuxième position avec 47 sièges, devant le vieux parti de l'Istiqlal (nationaliste et traditionaliste) qui en compte 52. Résultat notamment d'un système électoral et d'un découpage des circonscriptions qui n'ont pas permis aux islamistes de devenir la première force politique. Le «jeu politique fluide» et la «transparence électorale» voulus par le pouvoir visent à intégrer une partie des islamistes modérés à l'échiquier qu'il contrôle, à affaiblir l'impact de l'islamisme radical et, au passage, à limiter le rôle des formations plus classiques, maintenant ainsi un équilibre dont il est encore le seul maître.

25 novembre 2011, les élections législatives ont donné la victoire aux

islamistes du parti Justice et Développement (PJD). Mais cette victoire est moins l'expression d'une adhésion massive à l'islamisme – fut-il modéré – qu'un vote sanction contre les partis traditionnels qui ont perdu, depuis longtemps, toute crédibilité auprès des Marocains. Néanmoins, ce succès des islamistes reste aussi le fruit d'une implantation, depuis plusieurs années, dans les quartiers populaires des villes, ainsi que dans les universités où ils ont investi le champ social et culturel. Leurs militants et leurs sympathisants, hommes et femmes, sont étudiants, enseignants, mais aussi médecins, ingénieurs, avocats, commerçants et entrepreneurs. Attentifs aux problèmes concrets de la masse, ils y répondent par des actions de proximité très symboliques : distribution de repas lors des fêtes musulmanes, de vêtements et de médicaments ; assistance aux malades dans les hôpitaux ; organisation de camps de vacances, etc.

2012 : le gouvernement marocain dirigé par les islamistes ne parvient pas à obtenir les résultats attendus sur les problèmes de fond qui furent ses thèmes de campagne (lutte contre l'injustice sociale, le chômage, la corruption...). Faute de mieux, il cherche à donner des gages de son islamité et à flatter l'opinion publique sur des sujets faciles et populistes : projet d'interdiction de la consommation d'alcool ; projet d'imposer des hommes de religion à chaque débat télévisé... Rien de surprenant de la part d'un parti ouvertement islamiste et depuis toujours hostile «à l'occidentalisation des mœurs marocaines», qui a été le plus fervent opposant à l'introduction de la liberté de conscience dans la nouvelle Constitution marocaine en 2011.

CHRONOLOGIE DES ATTENTATS

• **24 août 1994 à Marrakech** : attentat à l'hôtel Atlas-Asni à Marrakech : un commando armé de trois ressortissants français d'origine maghrébine prend pour cible un groupe de touristes : 2 morts et 1 blessé.

• **16 mai 2003 à Casablanca** : plusieurs attentats islamistes visant différents lieux du centre-ville (deux restaurants, un centre communautaire et un cimetière juifs, un hôtel, le consulat de Belgique). Bilan : 41 morts et une centaine de blessés.

• **11 mars 2007 à Casablanca** : tentative d'attentat : pas de victimes hormis les kamikazes.

• **28 avril 2011 à Marrakech** : attentat à la bombe commandée à distance contre le café Argana, sur la place très fréquentée de Jemaâ El Fna : 17 morts (dont 11 touristes européens) et 20 blessés.

Les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005, ont révélé l'existence de réseaux marocains liés au terrorisme islamiste international.

À lire également, deux articles de Ruth Grosrichard :

1/ Sur le monde arabe et la liberté de conscience : http://www.huffingtonpost.fr/ruth-grosrichard/le-nouveau-monde-arabe-et-la-liberte-de-conscience_b_1649460.html

2/ Sur le statut de l'image en islam : http://www.huffingtonpost.fr/ruth-grosrichard/islam-image-images-querelle-hypocrite_b_1226039.html